



COMMISSION DE LA CEDEAO



AGENCE DE PLANIFICATION ET DE
COORDINATION DU NEPAD

Accélérer la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA dans le cadre fédérateur de l'Initiative Faim Zéro de la CEDEAO

Revue de la mise en œuvre des PNIA et intégration des orientations des programmes/initiatives régionaux et des problématiques émergentes

Atelier régional de Ouagadougou, Burkina Faso, 26-30 Juin 2013

Avec l'appui technique de :



Et le soutien financier et logistique de :



I. Contexte

1. L'Afrique de l'Ouest est engagée dans un processus de définition de choix publics dans divers domaines et secteurs d'activités (macroéconomie et secteurs réels de développement économique). Engagés depuis la révision du traité de la Communauté, les processus ont connu une accélération particulière au cours de la décennie 2000. Ils ont abouti à l'adoption d'un certain nombre de politiques sectorielles.

2. Ainsi, à l'issue d'un long processus participatif et inclusif, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a adopté, en Janvier 2005 à Accra, sa politique agricole régionale : l'ECOWAP/PDDAA. Traduction régionale du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), l'ECOWAP est considérée par tous les acteurs régionaux (Etats, Organisations socioprofessionnelles, société civile, secteur privé) et les Partenaires techniques et financiers comme le cadre de référence des interventions en Afrique de l'Ouest dans le secteur agricole.

3. La mise en œuvre de l'ECOWAP repose sur deux sortes de programmes : le Programme régional d'investissements agricoles (PRIA) et les Programmes nationaux d'investissements agricoles (PNIA).

4. Le PRIA, qui a la particularité de fédérer les priorités régionales, combine les investissements et les réformes de politiques. Il est structuré autour de trois objectifs : (i) la promotion des produits stratégiques pour la souveraineté alimentaire (riz, maïs, manioc, bétail et produits animaux, produits halieutiques) ; (ii) la promotion d'un environnement global favorable au développement agricole ; et enfin (iii) l'amélioration de l'accès des populations vulnérables à l'alimentation.

5. Trois instruments incitatifs de politiques publiques sont prévus pour gérer les risques et créer les conditions d'une transformation en profondeur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, et accroître les chances de succès du PRIA :

- Les instruments d'intensification de la production, incluant la mise en place de mécanismes de financement de la promotion de l'utilisation des intrants et du matériel agricole, la densification du réseau des distributeurs d'intrants et le développement des infrastructures de maîtrise de l'eau ;
- Les instruments de régulation des marchés (mesures aux frontières et à l'intérieur, renforcement des mécanismes de concertation entre acteurs) ;
- Les instruments d'amélioration de l'accès des populations vulnérables à l'alimentation (renforcement des systèmes d'information, déploiement de filets sociaux, etc.).

6. Pour la première fois, la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles n'est pas seulement envisagée sous le seul angle de l'amélioration de la production agricole, du renforcement de la disponibilité des vivres, mais aussi de celle de l'accessibilité à l'alimentation (filets sociaux pour les populations vulnérables).

7. Les PNIA constituent une évaluation chiffrée du volume des investissements nécessaires dans le secteur agricole, pour engranger un taux de croissance d'au moins 6% par an, taux jugé indispensable pour espérer réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015. La programmation couvre tous les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Les PNIA fédèrent les priorités des acteurs nationaux en matière de développement agricole.

8. En dépit du déploiement de ces politiques et programmes, on constate encore que la situation alimentaire de l'Afrique de l'Ouest reste fragile, ponctuée par des crises conjoncturelles répétées. En

effet le secteur agricole régional a enregistré au cours des trente dernières années des performances significatives. La production agricole, toutes spéculations confondues, s'est accrue à un taux moyen de 3,7% par an, contre une moyenne mondiale de 2,2% entre 1980 et 2010. Mais le recul de la pauvreté et de la malnutrition demeure faible. Potentiellement 33 millions de personnes, soit environ 12% de la population régionale, sont vulnérables à la faim et à la malnutrition. Près de la moitié de ces personnes en insécurité alimentaire, soit 42%, se trouvaient dans les pays sahéliens. La majorité des pays de la région, soit 11 sur 15, ont des taux de malnutrition variant entre 10 et 20%, et sont dans la classe de ceux qu'on peut considérer comme grave.

9. Cette situation amène à s'interroger sur la prise en compte d'un certain nombre de dimensions ou paramètres dans les PNIA, pour anticiper sur la survenance des crises : gestion des risques et renforcement de la résilience, nutrition, gouvernance du secteur, etc. La prise en compte de ces dimensions apparaît comme une des conditions essentielles pour permettre aux PNIA d'assurer leur fonction de transformation des agricultures nationales et de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

- **La dimension risques**

10. Les sources de risques sont nombreuses et diversifiées ; elles vont des événements climatiques et météorologiques aux maladies animales et végétales, en passant par les variations du prix des produits agricoles, des engrais et autres intrants. A cela s'ajoutent aussi les risques financiers insuffisamment couverts par les politiques publiques et les réglementations. Les perturbations récentes observées sur les marchés internationaux des produits agricoles, couplées avec les inquiétudes croissantes en matière de changement climatique, ont conféré un rôle central à la gestion des risques dans le débat sur les politiques agricoles.

11. L'agriculture est souvent présentée comme un exemple par excellence d'activité économique sujette aux risques. Les producteurs agricoles font régulièrement part de leurs craintes face à l'incertitude économique dont souffre le secteur et d'importants outils de gestion des risques tels que les marchés à terme trouvent leur origine dans l'agriculture. Bon nombre de programmes de soutien à l'agriculture sont, de même, principalement justifiés par la nécessité d'offrir aux producteurs agricoles un filet de sécurité contre le risque. Dans le Programme régional d'investissements agricoles, la CEDEAO a prévu, comme signalé ci-dessus, trois catégories d'instruments pour gérer les risques liés aux activités agricoles. Il importe donc de s'interroger sur le niveau de prise en compte du risque dans les PNIA. Les PNIA ont-ils répertorié les risques et proposé des mesures et instruments pour les minimiser d'une part, et les couvrir, d'autre part ?

- **La résilience des populations vulnérables**

12. La résilience, du point de vue de certains auteurs, Dauphine A. et Protovitolo D. notamment, est devenue un concept clé dans la gestion des risques. On peut distinguer, avec eux, quatre approches disciplinaires d'analyse de la résilience :

- La résilience physique qui mesure la capacité d'un objet à retrouver son état initial après un choc ou une pression continue ;
- La résilience pathologique qui amène l'individu affecté à prendre acte de l'évènement traumatique ;
- La résilience écologique qui mesure soit (i) le temps de retour d'un système à son état initial sans changer de constitution qualitative, après une perturbation marquée, soit (ii) la capacité

d'un système à intégrer des transformations tout en maintenant ses fonctions et ses structures essentielles par le passage à différents états d'équilibres (stables ou instables) ;

- La résilience économique qui se réfère à l'aptitude d'un système en face de chocs à (i) conserver intégralement sa structure, ou (ii) se renouveler par la transformation qualitative de ladite structure.

13. La résilience « exige une approche intégrée, multisectorielle, coordonnée et à long terme, associant différentes méthodes de lutte contre les causes structurelles »¹ de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle des populations. La vulnérabilité, elle-même est définie comme « la propension des systèmes sociaux et écologiques à souffrir de dommages causés par l'exposition à des contraintes externes et à des chocs ». Elle débouche sur une perte des potentialités, notamment les dotations en capital² des individus ou des ménages.

- **La dimension recherche**

14. La recherche agricole, la diffusion et l'adoption technologies constitue le Pilier 4 du PDDAA. Ce pilier vise à garantir la durabilité de la croissance de la production agricole à long terme. En effet, en lien avec les objectifs du millénaire pour le développement, le PDDAA et les plans d'investissements qui le sous tendent sont conçus dans la perspective d'un taux moyen de croissance du secteur agricole d'au moins 6%, taux jugé indispensable pour réduire de moitié l'incidence de la pauvreté à l'horizon 2015. Quatre axes d'intervention concourent à l'opérationnalisation de ce pilier : (i) la gestion intégrée des ressources naturelles; (ii) la gestion du matériel génétique; (iii) le développement de la commercialisation; (iv) la politique de développement durable. Le pilier 4 vise à améliorer la recherche et les systèmes agricoles afin de diffuser de nouvelles technologies appropriées. Il est porté au niveau des pays par les Systèmes nationaux de recherche agronomique et par un certain nombre de programmes mis en place avec le concours financier des partenaires techniques et financiers.

15. L'accentuation des phénomènes météorologiques (sècheresses, inondations), conséquences de changement et de la variabilité climatiques en Afrique de l'Ouest rend encore plus urgente la prise en compte de la dimension recherche dans les stratégies de développement agricole, et des PNIA en particulier. Cette dimension conditionne l'amélioration de la productivité pour, non seulement préserver les ressources naturelles, mais aussi satisfaire les besoins alimentaires d'une population sans cesse croissante et qui s'urbanise de plus en plus.

- **La dimension nutrition**

16. La malnutrition est une des conséquences critiques de l'insécurité alimentaire. Résultant d'un ensemble de facteurs qui interagissent entre eux, elle correspond à un état pathologique causé par la déficience ou l'excès en un ou plusieurs des nutriments indispensables à l'homme. Elle revêt ainsi des aspects quantitatifs (apport calorique insuffisant) et qualitatifs (carences nutritionnelles, obésité) entraînant des dysfonctionnements physiologiques, voire psychologiques.

¹ ROSA Newsletter, n° 39 1 Septembre 2012, page 2.

² Il s'agit du capital physique (ensemble des actifs et des stocks détenus par un individu), du capital financier (ressources provenant de l'épargne ou de l'emprunt), capital humain (stock des ressources personnelles : bonne santé, éducation... économiquement productives ; capital social (ressources issues des interactions culturelles et structurelles générant des externalités durables).

17. Son incidence est plus marquée sur la santé de la mère et de l'enfant. Les mortalités maternelles et infanto-juvéniles sont, en effet, largement causées par des déséquilibres alimentaires prononcés (malnutrition protéino-énergétique et carences en micronutriments tels que l'iode, le fer, la vitamine A) et prolongés. Près de 7,8 millions d'enfants en souffrent dans la région.

18. En outre, l'état de malnutrition chronique et aiguë touche 10% de la population ouest-africaine, entamant ainsi gravement le potentiel des ressources humaines de la région.

19. Dès lors, la prise en compte de la dimension nutrition dans les interventions en matière de sécurité alimentaire s'impose de plus en plus, pour une approche globale et efficace de la problématique de l'alimentation saine et suffisante des populations en Afrique de l'Ouest.

20. La CEDDAO entend canaliser toutes les stratégies régionales (programmes et initiatives du PRIA) et internationales (*Alliance globale pour l'initiative Résilience au Sahel – AGIR*, GAFSP et G8-*Nouvelle alliance mondiale pour la sécurité alimentaire et la nutrition*, G20, *Challenge Faim Zéro des Nations Unies*, BAD, BID, etc...) visant à renforcer la résilience des populations vulnérables de la région dans une **initiative novatrice « Faim Zéro »**, qui au delà de la finalité qui vise à éradiquer la faim dans la sous-région, se veut **une nouvelle approche de gouvernance des enjeux agricoles, alimentaires et nutritionnels en Afrique de l'Ouest**.

II. Objectif et résultats attendus de l'atelier

21. L'objectif de l'atelier est de créer les conditions d'une relance accélérée de la mise en œuvre des PNIA par la prise en compte des orientations initiatives/programmes régionaux et l'intégration des problématiques émergentes du développement agricole et rural dans le cadre fédérateur de l'Initiative Faim Zéro portée par la CEDEAO pour accélérer le processus ECOWAP/PDDAA.

22. De façon spécifique, il s'agit :

- d'évaluer la mise en œuvre des PNIA dans l'ensemble des pays ;
- de procéder à la mise à niveau sur l'état d'avancement et les perspectives du PRIA ;
- de passer en revue les problématiques émergentes du développement agricole et rural dans la poursuite d'une sécurité alimentaire durable pour tous et la lutte contre la pauvreté ;
- d'identifier les conditions de relance effective et d'accélération de la mise en œuvre des PNIA renforcés d'une intégration des dites problématiques et des initiatives et programmes régionaux ;
- de définir les modalités de développement des dispositifs de suivi-évaluation de la mise en œuvre des PNIA.

23. Les résultats ainsi attendus de l'atelier s'énoncent comme suit :

- L'état de mise en œuvre des PNIA est connu avec, pour chacun des quinze pays, une maîtrise (i) des investissements, de nature matérielle, immatérielle ou financière, réalisés et/ou programmés, (ii) des dépenses effectuées et/ou prévues en précisant les contributions respectives des Etats et des PTF, (iii) de l'impact des investissements sur les performances du secteur en matière de sécurité alimentaire d'amélioration des revenus, et (iv) des procédures de gouvernance et de suivi-évaluation ;

- Les problématiques émergentes du développement agricole et rural sont circonscrites et connues de tous les participants et leur prise en compte dans les PNIA est évaluée, en ce qui concerne notamment la gestion des risques pour une meilleure résilience, la dimension nutrition des politiques alimentaires et l'incidence de la recherche sur les programmes et initiatives de développement;
- Les opportunités offertes aux pays par les programmes et initiatives du PRIA sont mieux connus des participants et leur niveau d'intégration aux PNIA sont évalués, au regard des attentes des pays ;
- Les contraintes institutionnelles à la mise en œuvre adéquate des PNIA sont identifiées au niveau de chaque pays et les conditions de leur atténuation sont définies ;
- Un plan de consolidation et d'accélération des PNIA est défini, avec la précision des actions à dérouler, des conditions de leur déroulement et de leurs échéanciers respectifs, établis dans une feuille de route dûment établie.

III. Les participants à l'atelier

24. Les participants à l'atelier sont composés de :

- Trois membres du Comité national PNIA : (i) le Président du Comité national PNIA ; (ii) le point focal PNIA ou le chargé de la planification au sein du Secrétariat technique ; (iii) un autre membre du secrétariat technique qui a une expérience de formation/animation, de préférence en provenance des universités et centres de recherche, analyste agro/économiste-sécurité alimentaire, pouvant servir de base d'appui lors de la duplication de la formation au sein des membres du Secrétariat technique ou Comité national ;
- participants régionaux (CEDEAO, UEMOA, Hub Rural, CILSS, CORAF, ROPPA, APSS, RBM, RECAO, POSCAO, AAFEX, AFAO), continentaux (Agence du NEPAD, BAD) et internationaux techniques (FAO, PAM, OXFAM), et financiers (USAID, UE, Espagne, France, Allemagne, Suisse, BM, BID);
- Des personnes ressources.

V. Méthodologie de l'atelier

25. L'atelier se déroulera sur 5 jours, alternativement en séances plénières et en travaux de groupes. En effet, les présentations portant sur les outils de prise en compte des risques et résilience seront suivies de travaux de groupes pour approfondir les instruments d'analyse. Cette démarche suggère la production de documents de communication sur les instruments d'analyse des risques et de la résilience.

VI. Chronogramme prévisionnel de l'atelier

Heure	Activités	Président de séance/ Animateurs	Intervenants
Jour1, le 26 Juin 2013 : Ouverture et présentation des rapports des pays sur l'état d'avancement des PNIA			
8h-9h	Enregistrement des participants		
9h-9h30	Cérémonie d'ouverture	Ministre de l'Agriculture du Burkina Faso	Commissaire Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO Espagne/Coord de l'ECOWAP Group Ministre de l'Agriculture du Burkina Faso
9h30- 9h45	Présentation des objectifs de l'atelier	CEDEAO/Hub Rural	Hub Rural
9h45-10h00	Présentation des participants / information sur la logistique	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
10h00-10h30	Présentation et discussions des rapports pays	CEDEAO/Hub Rural	Personnes focales PNIA (Bénin, Burkina Faso)
10h30-11h00	Pause café		
11h00-13h30	Présentation et discussions des rapports pays	CEDEAO/Hub Rural	Personnes focales PNIA (Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger Nigeria)
13h30-15h00	Pause déjeuner		
15h00-15h45	Présentation et discussions des rapports pays	CEDEAO/Hub Rural	Personnes focales PNIA (Sénégal, Sierra Léone, Togo)
15h45-16h 00	Pause café		
16h-17h00	Discussions générales des rapports pays	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
17h00 -17h30	Synthèse des travaux de la journée ¹	CEDEAO/Hub Rural	Hub Rural
Jour 2, le 27 Juin 2013: Présentation et discussions sur l'état de mise en œuvre et les perspectives du PRIA			
9h00-10h00	Présentation des programmes et initiatives du PRIA : (i) Intensification agricole et pastorale (PRAIAP-AO),(ii) Régulation des marchés	CEDEAO/Hub Rural	Personnes ressources

	(PRAMAO)et (iii) Initiative Riz		
9h45-10h30	Discussions sur les attentes des pays en rapport avec les programmes (i), (ii) et (iii)	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
10h30-11h00	Pause café		
11h00-13h30	Poursuite discussions sur les attentes des pays en rapport avec les programmes (i), (ii) et (iii)	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
13h30-14h30	Pause déjeuner		
14h30- 15H 30	Présentation des programmes et initiatives du PRIA : (iv) Réserves alimentaires, (v) Appui aux filetsde protection sociale et (vi) Initiative Hydraulique Villageoise et agricole	CEDEAO/Hub Rural	Personnes ressources
15h15 -16h15	Discussions sur les attentes des pays en rapport avec les programmes (iv), (v) et (vi)	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
16h15 -16h45	Pause café		
16h45-17h45	Poursuite discussions sur les attentes des pays en rapport avec les programmes (iv), (v) et (vi)	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
17h45-18h00	Synthèse des travaux de la journée 2	CEDEAO/Hub Rural	Hub Rural
Jour 3, le 28 Juin 2013: Présentations et discussions sur les problématiques émergentes			
9h00-9h30	Justification de l'intégration de la gestion des risques et de la résilience dans les PNIASAs, et la méthodologie Questions d'éclaircissement	CEDEAO/Hub Rural	Agence du NEPAD
9h30 – 10h30	Présentation et discussion sur les expériences d'assurance récolte en Afrique de l'Ouest	CEDEAO/Hub Rural	IFC / PlanetGuarantee
10h30 - 11h00	Pause - café		
11h00 -12h00	Présentation et discussion des outils de gestion des risques d'insécurité alimentaires et de renforcement de la résilience des	CEDEAO/Hub Rural	Plateforme pour la gestion des risques en Agriculture (PARM)

	systemes alimentaires nationaux et régional		
12h00-13h00	Présentation et discussion sur la volatilité des prix	CEDEAO/Hub Rural	FAO
13h00 – 14h00	Pause déjeuner		
14h00-15h00	Présentation et discussion sur la prise en compte des changements climatiques et la gestion durable des terres	CEDEAO/Hub Rural	IFPRI
15h00-15h 30	Présentation sur les réserves communautaires	CEDEAO/Hub Rural	OXFAM
15h30-16h00	Pause-café		
16h00-17h00	Présentation et discussions sur les acquis et modalités de prise en compte des résultats des systèmes de recherche/WAAP dans les PNIA	CEDEAO/Hub Rural	CORAF
17h00-18h00	Présentation et discussions sur les expériences et modalités de prise en compte de la dimension nutritionnelle dans les PNIA	CEDEAO/Hub Rural	CILSS, PAM, OXFAM
18h00- 18h15	Synthèse des travaux de la journée	CEDEAO/Hub Rural	Hub Rural
Jour 4, le 29 Juin 2013 : Travaux de groupes sur les contraintes institutionnelles, les moyens d'intégration des orientations des programmes/initiatives régionaux et les modalités de prise en compte des problématiques émergentes (applications des synthèses des travaux des jours 1, 2 et 3)			
9h00-9h15	Constitution de deux groupes de travail : (1) intégration des orientations des programmes/initiatives régionaux dans les PNIA ; (2) prise en compte des problématiques émergentes dans les PNIA	CEDEAO/Hub Rural	Hub Rural
9h15-10h30	Déroulement des travaux de groupes selon la démarche suivante, pour chaque thématique : identification des contraintes institutionnelles, identification des actions de levée de contraintes, esquisse de stratégies	CEDEAO/Hub Rural	Modérateurs de groupes
10h30-11h00	Pause café		
11h 00- 13h00	Poursuite des travaux de groupes	CEDEAO/Hub Rural	Modérateurs de

			groupes
13h00-14h30	Pause déjeuner		
14h30-15h30	Restitution et discussion des travaux du Groupe 1	CEDEAO/Hub Rural	Rapporteurs de groupe
15h30-16h00	Pause café		
16h00-17h00	Restitution et discussion des travaux du Groupe 2	CEDEAO/Hub Rural	Rapporteurs de groupe
17h00-17h30	Synthèse des travaux de la journée	CEDEAO/Hub Rural	
Jour 5, le 30 Juin 2013 : Dispositifs de suivi-évaluation et Séance de conclusions des travaux avec établissement d'une feuille de route pour l'appui aux pays			
09h00-09h30	Présentation du dispositif de gestion des connaissances et de suivi-évaluation dans le cadre de mise en œuvre des PNIA et du PRIA	CEDEAO/Hub Rural	ReSAKSS
09h30-10h30	Présentation des expériences des SAKSS pays	CEDEAO/Hub Rural	Personnes focales PNIA
10h30-11h00	Pause café		
11h00-12h00	Discussion sur le dispositif de gestion des connaissances et de suivi-évaluation dans le cadre de mise en œuvre des PNIA et du PRIA	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
12h00-13h00	Présentation et discussion du projet d'ordre du jour de la réunion du Comité Ministériel de Septembre 2013	CEDEAO/Hub Rural	CEDEAO
13h00-14h30	Pause déjeuner		
14h30-15h30	Discussion du projet d'ordre du jour de la réunion du Comité Ministériel de Juillet 2013	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
15h30-16h30	Discussions et validation du relevé des conclusions et de la feuille de route (de l'appui aux pays pour l'accélération des PNIA)	CEDEAO/Hub Rural	Tous les participants
16h30-17h00	Clôture de l'atelier	Ministre de l'Agriculture du Burkina Faso	Commissaire Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO Espagne/Coord de l'ECOWAP Group Ministre Agriculture du

			Burkina Faso
--	--	--	--------------